

Nouvelles locales du lundi 22 septembre 2014

@rib News, 22/09/2014 | Justice - Comparution en audience publique d'une trentaine de jeunes membres du parti MSD arrivés au mois de mars à la permanence nationale de ce parti après des accrochages avec des éléments de la police. Ils ont comparu devant la Cour d'appel de Bujumbura suite au rejet du premier procès jugé devant le tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura et lors duquel des peines allant de 10 ans à de prison à perpétuité avaient été prononcées. L'audience n'a pas pourtant duré longtemps puisque seuls 31 des 46 concernés avaient été comparus. Les avocats de la défense et même le représentant du ministère public ont demandé que l'audience soit reportée pour que certaines choses qui ne sont pas claires dans les dossiers le soient à la prochaine. L'audience a ainsi été remise au 27 octobre de cette même année.

Maitre Dieudonné Bashirahishize avocat de la défense trouve étonnant comment la Cour n'a pas pu signifier tous les prévenus alors qu'ils sont cités dans un même dossier. De même, il ne comprend pas pourquoi le ministère public a interjeté appel après deux semaines après le prononcé du premier jugement alors qu'il n'avait que 5 jours selon la loi. Il conclut que la cour veut tout simplement faire durer le procès afin qu'il aboutisse à rien dans les meilleurs délais. Maitre Gérard Mubirigi a ajouté de son côté que la cour devrait appeler les officiers de la police contre qui une plainte a été déposée pour qu'ils soient entendus avec les prévenus déjà en cause. Selon lui, ils sont liés au même dossier qu'ils ont donné l'ordre de tirer sur les membres du MSD. Une foule nombreuse composée surtout de jeunes a tenté de soutenir les jeunes incarcérés et entonnait des chants à la gloire du parti MSD qui devra instaurer l'indépendance de la magistrature au Burundi. [rpa/bonesha/rtr/rtnb/isanganiro] - La PACEM appelle le président de la République de prendre plutôt que les conclusions contenues dans le rapport de l'assemblée européenne concernant une probable suspension du Burundi dans la coopération entre ce dernier et l'Union Européenne si Pierre Claver Mbonimpa n'est pas libéré. Selon le président de cette ONG locale, l'Union Européenne a des considérations en ce qui concerne le respect des droits de l'homme, de la démocratie et de la bonne gouvernance, et que si ces principes ne sont pas observés, elle est dans le droit de suspendre cette coopération. Faustin Ndikumana s'élève par ailleurs contre l'autorité de ce pays ose affirmer que ces conclusions sont comme une ingérence dans le fonctionnement de la justice burundaise. Selon lui, il ne s'agit point d'une immixtion puis que ce qu'ils ont dit est bel et bien contenu dans l'acte de Cotonou et qu'ils ne sont pas allés en dehors de ce texte. Il trouve également que ce communiqué peut avoir une mauvaise incidence sur les relations entre le Burundi et chaque pays de l'Union Européenne. Il interpelle plutôt le président de la République de prendre lui-même cette question en mains afin de ne pas laisser le pays sombrer dans un gouffre duquel il ne pourra pas sortir après coup. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro] | Santé - Après les évènements ayant coûté la vie à trois sœurs religieuses de la congrégation Xavérienne dans la paroisse catholique de Kamenge communément appelée chez Buyengero, il y a deux semaines, les activités recommencent petit à petit au fur du temps. Le centre de santé se trouvant dans le quartier Mirango I et qui est géré par cette même congrégation a rouvert ses portes le matin de ce lundi. Les activités étaient en train de se dérouler comme à l'accoutumée sauf le service de la maternité et de la médecine interne. La population salue cette réouverture et ajoute qu'elle n'avait pas osé se faire soigner. Elle demande que la justice soit faite, que la vérité soit mise dans cette affaire afin que les vrais coupables de ces actes barbares soient traduits devant la justice. Ajoutons aussi que l'école maternelle de même que le centre des maîtres de cette congrégation ont aussi rouvert leurs portes ce lundi. [bonesha/rtnb]

- Selon un expert en criminologie, il devrait y avoir des enquêtes internationales sur l'assassinat de ces trois sœurs. Nadine Nibigira constate que le gouvernement de Bujumbura devrait collaborer avec celui de Vatican pour essayer de mettre la lumière sur ce triple assassinat. Elle affirme que selon ses constatations, les enquêtes ne sont pas en train d'être bien conduites. Elle trouve qu'il y a des pistes qui ne sont pas en train d'être exploitées comme l'autopsie, la police scientifique de même que la psychanalyse. Elle constate que les preuves pouvant être exploitées dans ce cadre sont en train de disparaître petit à petit au fur du temps. Elle trouve ainsi qu'il reste peu d'indices pouvant conduire à la manifestation de la vérité et que la police est en train d'aller brusquement et sans assurance. [bonesha] - Une femme à tuée par son mari sur la colline Mivo de la commune Busiga en province Ngozi ce dimanche. Selon des sources policières, Chantal Nsimirimana venait de rentrer avec son mari vers 13h de ce dimanche quand ce dernier l'a attaquée à l'aide d'une machette administrant trois coups secs au niveau de la tête. Les mêmes sources précisent que le couple ne vivait pas en harmonie car le mari voulait vendre une partie de la propriété foncière familiale, ce que la femme avait catégoriquement refusé. Après le forfait, la femme a été vite transportée à l'hôpital mais elle a succombé à ses blessures. Le mari s'est rendu à la police après avoir entendu que son épouse venait de mourir. L'administrateur communal de Busiga trouve cela inadmissible puisque c'est la troisième femme tuée par son mari suite à des conflits conjugaux en moins de deux mois dans cette même commune. Il demande à la population de se confier toujours à la justice en cas de conflit de quelque nature. [bonesha/rtnb/rpa]

| Economie - Le syndicat des commerçants du Burundi (SYGECO) a l'espoir que tous les commerçants qui ont été recensés lors de l'inscription à laquelle ils avaient été invités vont recevoir des places au marché provisoire de COTEBU. Selon le président de ce syndicat, la commission chargée de distribution de ces places devra faire preuve de sagesse afin de donner des places à ceux qui le méritent. Audace Bizabishaka annonce cela au moment où une liste de ceux qui vont recevoir des places dans le marché provisoire va être rendue publique afin que ceux qui ne se trouveront pas sur cette liste puissent introduire des recours devant cette même commission. [bonesha/rtnb/rtr/rpa] | Education - Une semaine après la rentrée scolaire, les classes de l'école fondamentale manquent cruellement le matériel surtout les livres des élèves et des professeurs. Dans la plupart des écoles de la mairie de Bujumbura, alors que les élèves s'assoient à 4 ou 3 par banc pupitre, les livres qui sont en nombre insuffisant se partagent en raison de 2 ou 3 bancs, c'est à dire 8 ou 9 élèves. Ceci est un handicap majeur quand on veut que tous les élèves puissent avoir une idée de ce qu'ils ont appris chaque jour. Les directeurs de ces écoles font savoir qu'ils attendent patiemment que des livres soient disponibles selon les promesses du ministère de

l'enseignement primaire et secondaire, mais tous affirment qu'ils ne savent pas quand ces livres seront disponibles.
[isanganiro]